

Après le 29 mai

Remettre l'Europe sur ses pieds

F. Duthu

2 juin 05

Le sens d'un vote

En ce deux juin, nous savons que deux pays fondateurs de la construction européenne ont refusé le Traité constitutionnel européen.

Dans les deux pays les débats ont traversé l'ensemble de la société et témoigné de l'intérêt des citoyens pour le débat public. Le processus référendaire a incontestablement débouché sur une vraie revitalisation démocratique. Même si la tonalité du débat n'est pas la même dans les deux pays, le résultat souligne avec force quelques éléments :

- la perte de confiance dans la représentation politique
- le désir d'être entendu et d'avoir une réponse effective au malaise social et démocratique.
- les inquiétudes face au démantèlement de la protection sociale, la dérégulation du marché du travail, la montée du chômage
- le sentiment que le projet proposé ne faisait qu'aggraver les menaces et le refus de cette Europe là (peut-être aussi pour certains groupes de l'Europe entière).

Résultat dont finalement nous ne devrions pas être surpris, quoi qu'il en soit de nos espoirs. Nous croyions (pour nombre d'entre nous) que le projet présenté était sans doute le meilleur compromis possible à 25. Nous pensions qu'il manifestait des avancées substantielles par rapport à Nice (article 41 sur la politique de défense, article 122 sur les SIEG, charte, co-décision largement étendue, notamment en matière de politique agricole, assouplissement des conditions de révision).

Nous devons de toute façon nous réjouir de la « passion civique » qui s'est manifestée avec une intensité que nous n'avions pas vue depuis des décennies. Lorsque l'on est sur de vrais enjeux, lorsque la forme du débat (un référendum) est démocratique, les gens s'expriment et sont prêts à s'investir sur un sujet complexe.

Nous devons aussi reconnaître que ce vote exprime la coupure qui s'installe et se développe entre les couches les plus aisées de la société, les classes populaires (ouvriers et employés), et une bonne partie des classes moyennes (ce qui est nouveau par rapport à Maastricht et à mettre en relation avec notamment le chômage des jeunes, obligeant les familles à prolonger le soutien à leurs enfants jusqu'à leur âge adulte).

Nous ne pouvons simplement dire que les citoyens se sont trompés. Nous nous sommes trompés en sous-estimant leur exaspération (pas forcément en estimant que le processus de construction allait être mis en danger, et j'aimerais bien que les partisans du Non

l'entendent). Mais nous pouvons, nous devons, voir l'autre volet de ce vote : la remise en cause de l'exigence permanente de compétitivité, la volonté d'un modèle économique et social mettant l'humain au sein de ses préoccupations, la volonté en fin d'être entendu et d'exiger d'autres choix économiques et sociaux. Et de ce point de vue le non est une victoire.

Une victoire qu'il sera difficile de transformer, certes, mais c'est de là que nous devons partir.

C'est à un *renversement de regard* que nous invite ce vote. Un renversement de regard et la possibilité de proposer de reprendre la construction européenne sur de tout autres bases. A cet égard, le terme émergent d'une Constituante est particulièrement intéressant. Face au risque évident de poursuivre à minima en bricolant quelques modestes améliorations par rapport à Nice, c'est à nous (et quelques alliés à identifier) de faire en sorte qu'émerge un contre-projet ambitieux.

A l'origine du vote : un déficit social et démocratique permanent, une matrice économique libre-échangiste et intégratrice (à l'économie mondiale)

Depuis le début, les solutions institutionnelles et politiques, les orientations économiques, tout a été décidé par un groupe de décideurs restreints. La complexité des institutions européennes, la lâcheté des politiques accusant Bruxelles des décisions prises par eux-même, l'ouverture de plus en plus grande à la concurrence internationale, conformément aux règles de l'OMC, l'ouverture des services publics à la concurrence, la réforme des retraites, de la sécurité sociale, de l'indemnisation du chômage, tout cela a masqué les apports positifs de l'UE (fonds de cohésion et développement important de l'Irlande, du Portugal, de la Grèce, politique environnementale, stabilisation du continent, par ex...).

Un élément significatif et grave de ce déni démocratique est la question de l'élargissement, qui n'a pas été débattue. Les citoyens n'ont eu aucunement eu voie au chapitre. Et les politiques prétendent le gérer à minima, sans un plan de mise à niveau généreusement financé, ce qui multiplie le risque de délocalisations vers les anciens pays de l'Est. Pas étonnant dans ces conditions que surgisse la figue du plombier polonais....

L'UE enfin est à la fois une façon de retrouver des marges de manoeuvre dans une économie de plus en plus mondialisée, mais aussi une façon d'accompagner cette mondialisation (cf les négociations qui se déroulent dans le cadre de l'OMC)...Alors, certes, si seul le niveau européen redonne un espace pour une action publique efficace durable, il n'en est pas moins vrai que les citoyens refusent dorénavant que cela se fasse selon ce qu'ils perçoivent : une logique qui fait passer l'élargissement des marchés et la recherche d'opportunités de profit avant la qualité de notre vivre ensemble. La réussite, ce ne sont pas les taux de croissance, mais la capacité d'assurer à chacun une vie digne, lui permettant de choisir sa vie et de participer comme citoyen à la détermination de l'intérêt général.

Perspectives

A l'heure actuelle, nous ne savons pas quelle sera la portée exacte de ces deux votes dans chacun de ces pays et dans le processus de construction de l'UE.

La crise est politique et sociale. Elle est française et européenne.

Abandonner le TCE, dessiner une autre projet : une autre Europe est possible :

Les Verts, en février, avaient choisi le Oui. Le Non l'a emporté. Ce n'est pas ce que nous souhaitions pour la majorité d'entre nous. Nous pensions que le temps était venu de passer à une Union enfin politique. Nous pensions que ce cadre favoriserait l'action conjointe entre le Parlement Européen et les mouvements et organisations de la société civile, permettant un rapport de force pour une Europe de plus en plus sociale, écologique et solidaire.

Nous avons à maintenir l'objectif de construire une autre Europe, mais à partir de cette nouvelle donne, non pas en la considérant comme une catastrophe mais bel et bien comme une opportunité. Car pour une minorité agissante, c'est bien le projet d'une autre Europe qui leur a fait choisir le Non. Et même si, dans le cadre des actuelles institutions, on voit mal comment procéder, nous avons au moins l'appui d'une nouvelle base doctrinale.

En premier lieu, nous avons à faire passer clairement dans le débat public l'idée de *l'épuisement du modèle capitaliste néo-libéral et la nécessaire conversion vers une société sobre, conviviale, intégratrice de ses diversités, pacifique et solidaire du reste du monde.* Il faut imaginer les outils, événements, campagnes nécessaires.. C'est une nouvelle étape qui s'ouvre..L'hégémonisme néo-libéral est encore là. Il faut l'épingler, et ouvrir les possibles..

Dans cette perspective ouvrir des chantiers institutionnels, citoyens, sociaux...

Institutionnellement, la mobilisation autour de l'idée de **Constituante** (en second rang la mobilisation autour d'une déconnexion des parties I et II comme constitution, et l'exigence d'une codécision étendue pour les traités compilés d'autre part plus le maintien de l'avancée sur les SIEG) est un premier point d'appui.

Citoyenneté : mettre en chantier un peu partout en France et en Europe des *Collectifs pour une autre Europe* permettait de permettre au désir de participation et de contribution qui s'est exprimé durant la campagne de trouver un débouché positif et motivant (cf précédente contribution)

Social : luttes concrètes sur objectifs concrets (Bolkestein, REACH, Brevets logiciels..). Il faut gagner pour consolider ce sentiment qu'il est possible d'avoir du poids sur les décisions européennes.

Politique :

Sur le plan de la préparation de 2007, il faudra aussi travailler. Le faire en négligeant les points ci-dessus n'aura aucun intérêt...

Il nous faut à mon sens poursuivre notre processus de co-élaboration dans le cadre des chantiers de l'écologie politique qui sont actuellement en cours. Et avoir conscience que tout « rabibochage » politicien serait le prélude d'un échec incontournable...Pour autant, nous ne pouvons rester dans un magnifique isolement... Nous pourrions être à l'origine d'un débat de toute la gauche et des Verts pour échanger nos analyses et confronter nos propositions, sans qu'il soit pour le moment question de préparer les échéances (pas avant janvier 2006).

Tous ces chantiers sont à proposer au niveau aussi bien national qu'europpéen, à des forces syndicales, associatives ou politiques....

Qualité du débat démocratique, ouverture :

Pour cela, il faudra re-tisser des liens. Car les formes du débat ont été particulièrement violentes. Les gens qui sincèrement ont pour objectif de renverser la logique dominante se sont retrouvés dans le oui ou dans le non. De part et d'autres des propos blessants, injurieux, inexacts, simplificateurs, ont été tenus...

Nous devons tirer le bilan aussi de cette violence. Pour quoi avoir besoin de se diaboliser de part et d'autres entre personnes qui depuis des années se retrouvent dans les mêmes combats ? Quels engagements pouvons-nous prendre pour que la parole circule sans que les uns disqualifient les autres ?

Ce ne sont pas les seules forces du Non qui suffiront à changer le cours de événements. J'invite aussi les partisans du Oui (dont j'étais) à dépasser leur déception et à voir l'opportunité offerte pour une remise des compteurs à zéro en matière de projet européen par les partisans du Non... Inversement, j'invite les partisans du Non à réaliser que nombre de partisans du Oui veulent avec eux construire une autre Europe.

Plus largement se pose la question de la préparation de la décision au sein des Verts (*nous avons eu de fait 3 campagnes* – avec le PS, avec l'extrême gauche, et la nôtre parce que *nous avons mal élaboré la décision collective*, par un débat précipité) et celle de l'émergence d'une culture du débat...Chantier pointé depuis longtemps par l'Audit Participatif Interne et que nous ne savons pas conduire. Chantier pourtant essentiel si l'on veut que le mot « autonomie » ait du sens, enfin !

Conclusion

Il est vraisemblable que le TCE a vécu (même s'il faut attendre le sommet du 16 juin), laissant planer une lourde incertitude quant à une construction politique que nous appelons de nos vœux depuis longtemps.

En même temps, ce vote peut être une chance pour bâtir l'UE sur d'autres bases, sur d'autres références. Il est clair que le néo-libéralisme est refusé. C'est lui qui inquiète. Mais si ce refus a été massif, il ne s'exprime pas encore en positif, et cela ne se fera pas tout seul.

A nous de donner de ce vote une lecture qui fasse sens, bien au delà de nos rangs, et proposer une reconstruction sur une telle lecture....

Nous le savons, comme écologistes : le modèle économique dominant, le seul qui se soit imposé après la chute du mur de Berlin, nous mène droit dans l'impasse. Tant parce que sa logique est celle de créer, tant dans nos sociétés que sur la planète entière, des inégalités croissantes, que parce qu'il n'est en aucun cas soutenable pour la biosphère.

Certes, nous rallongeons la route vers la construction politique de l'UE. Mais finalement, si la méthode dite des petits pas n'était pas la bonne ? L'Europe s'est bâtie, nous le savons, à l'envers. On n'est parti ni du politique, ni du social, mais de l'économique. Avec l'Acte Unique en 1986, une matrice économique fondée sur le paradigme dominant en économie (croyance dans le libre-échange et dans les vertus de l'intégration à l'économie mondiale, vision de l'Europe avant tout comme une puissance économique) s'est installée au cœur de cette construction. Mais oui, aujourd'hui, nous pouvons et nous devons, en nous appuyant sur

les aspirations profondes de nos sociétés construire un mouvement pour un tout autre projet, mettant les exigences démocratique, sociale, environnementale, de solidarité internationale et de paix au premier rang. Remettre en somme l'Europe sur ses pieds.

Que l'on ait voté oui ou non, nous avons la responsabilité d'agir en ce sens.